

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/007139]

**16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant application et modifications de dispositions budgétaires et comptables**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, article 20 ;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, articles 2, 26°, 47/1 et 79 ;

Vu le décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics modifié en dernier lieu par le décret du 23 novembre 2023 visant le renforcement de l'efficacité et de la qualité des finances et du budget ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 février 2006 portant création d'une Cellule d'informations financières ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôles et audits internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 fixant l'attribution d'allocations aux comptables spéciaux, aux membres du personnel de l'Agence de la Dette et aux membres du personnel de la Direction générale du Budget et des Finances du Ministère de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 2021 désignant le service mentionné à l'article 39 du décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 2022 portant diverses mesures d'exécution relatives au budget, à la comptabilité, aux contrôles et audits des organismes administratifs publics de type 1 et de type 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 2023 relatif à la création d'une Cellule revue des dépenses au sein de la Direction générale du budget et des finances du ministère de la Communauté française ;

Vu le " test genre " réalisé le 31 janvier 2024 et établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 19 avril 2023 et 10 janvier 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 février 2024 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 8 février 2024 ;

Vu le protocole de négociation n° 601 du Comité de Secteur XVII, conclu le 7 mars 2024 ;

Vu l'avis du Comité de direction, donné le 26 février 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 5 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.807/2. ;

Vu la décision de la section de législation du 5 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre du Budget et la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale*

Article 1^{er}. À l'article 6, § 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, les mots « au secrétaire général, à l'administrateur général et au directeur général » sont remplacés par les mots « aux fonctionnaires généraux et aux directeurs ».

Art. 2. L'article 26, § 2, alinéa 2, 5°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « 5° les subventions dont l'octroi n'est pas réglé par des dispositions organiques : à la date où elles sont dues en vertu des dispositions relatives aux modalités de liquidation prévues par l'arrêté d'octroi. ».

Art. 3. A l'article 41, 1°, du même arrêté, le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° solliciter le concours de l'Administration Générale de la Perception et du Recouvrement du SPF Finances en application de la loi du 18 décembre 1986 habilitant l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte de la Communauté française et des institutions qui en relèvent ; ».

CHAPITRE 2. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire*

Art. 4. Dans l'article 6, § 1^{er}, 2°, c), de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire, les mots "ou égales" sont supprimés.

Art. 5. Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° il est inséré un 6° rédigé comme suit : « 6° la liquidation des dépenses, autres que subventions, prises individuellement est inférieure à 8.500 euros hors T.V.A. et concerne des dépenses exigibles au cours de l'année budgétaire du visa » ;
- 2° un dernier alinéa est ajouté comme suit : « Un engagement global est obligatoire pour les subventions qui découlent d'un même appel à projet. ».

Art. 6. A l'article 8, § 2, 1°, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « et la notification visée au dernier alinéa de l'article 16 § 1^{er} » sont insérés entre les mots « dépense » et « , le cas échéant » ;
- 2° les 2° et 3° sont abrogés.

Art. 7. A l'article 16, § 1^{er} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 2 est abrogé ;
- 2° le § 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit : « L'unité de contrôle des liquidations notifie l'absence d'engagement préalable visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, à l'autorité responsable hiérarchiquement supérieure à l'ordonnateur qui a sollicité la liquidation. Elle établit annuellement un rapport sur ces manquements et le transmet au ministre du budget. L'autorité responsable hiérarchiquement supérieure à l'ordonnateur qui a sollicité la liquidation établit des mesures correctives en matière de contrôle interne et les communique sur demande du Ministre du Budget. ».

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre 3/1 comportant les articles 28/1 à 28/11 rédigés comme suit :
« Chapitre 3/1. – Des revues des dépenses (RD)

Section 1^{re}. — Dispositions générales et définitions

Art. 28/1. Les revues des dépenses (ci-après visées par l'abréviation « RD ») sont des revues telles que définies à l'article 2, 26°, du décret du 20 décembre 2011 et l'article 50/1 de du décret du 4 février 2021.

Dans les articles 28/2 à 28/11, par « entités » il y a lieu d'entendre les Services du Gouvernement, les Services administratifs à comptabilité autonome et les Organismes Administratifs Publics de type 1 et 2, à savoir toutes les entités qui rentrent dans le champ d'application des articles 47/1 et 70 dernier alinéa du décret du 20 décembre 2011 et de l'article 50/1 du décret du 4 février 2021.

Dans les articles 28/2 à 28/11, par « Cellule RD » il y a lieu d'entendre la Cellule prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 2023 relatif à la création d'une Cellule revue des dépenses au sein de la Direction générale du Budget et des Finances du Ministère de la Communauté française.

Dans les articles 28/2 à 28/11, par « cahier des charges » il y a lieu d'entendre le document approuvé par le Gouvernement qui décrit le champ d'application concret et les objectifs de la RD à effectuer.

Dans les articles 28/2 à 28/11, par « GT », il y a lieu d'entendre le ou les groupes de travail chargés de réaliser des analyses et de formuler des options d'amélioration en fonction des objectifs de la RD décrits dans le cahier des charges ainsi que de rédiger un rapport intermédiaire et un rapport final sur la RD.

Section 2. — Principes

Art. 28/2. Lors de la réalisation d'une RD, les principes suivants sont appliqués :

- 1° la mise en œuvre des RD s'opère sauf exception sur une période de maximum 11 mois, en cohérence avec le cycle budgétaire, afin d'offrir au Gouvernement et au Parlement des informations pertinentes pour l'élaboration du budget ;
- 2° les travaux dans le cadre des RD sont réalisés de manière indépendante au niveau des entités en application du cahier des charges ;
- 3° un développement continu d'expertise se met en place pour effectuer les RD ;
- 4° les membres du Gouvernement et les fonctionnaires dirigeants veillent à ce que les services relevant de leurs compétences collaborent de manière constructive aux RD et fournissent aux GT l'accès aux informations et aux données nécessaires aux RD ;
- 5° les travaux des RD se font dans le respect de règles de confidentialité. Toute information confidentielle transmise par une des instances impliquées dans le processus d'une RD ne peut être partagée avec des personnes ou des services extérieurs à la RD ou reprise dans le rapport intermédiaire ou le rapport final de cette RD sauf en cas d'accord de la personne ayant partagé cette information.

Section 3. — Instances

Art. 28/3. La Cellule RD a pour mission de rendre opérationnel et d'optimiser le dispositif de RD en étroite collaboration avec les entités et le Gouvernement dans le cadre du présent arrêté.

Art. 28/4. § 1^{er}. Un Comité de pilotage (ci-après dénommé « COPIL ») est établi de manière permanente pour l'ensemble des RD. Sur base du contenu des cahiers des charges approuvé par le Gouvernement, les missions du COPIL consistent à :

- 1° superviser le travail des GT lors de l'avancement des analyses ;
- 2° veiller à la qualité de la méthodologie utilisée par les GT ;
- 3° à vérifier le respect des cahiers des charges et des calendriers prévus.

§ 2 La mission de supervision du COPIL s'exerce sans se prononcer sur l'opportunité des choix réalisés au sein des GT pour autant que ceux-ci soient cohérents avec les cahiers des charges.

Le COPIL joue également le rôle d'instance de recours en cas de difficultés rencontrées lors de la réalisation des analyses par les GT.

§ 3 Le comité de Pilotage est composé des membres suivants :

- 1° le Secrétaire général du ministère de la Communauté française, qui le préside ;
- 2° un fonctionnaire général de la Direction Générale du Budget et des Finances ;
- 3° le Directeur général de la Direction générale de la Coordination et l'Appui (DGCA) du Secrétariat général en tant que responsable du Pôle recherche ;
- 4° les représentants du Ministre-Président, du Ministre du Budget, de chaque Vice-Président du Gouvernement et le cas échéant du Cabinet des Ministres de tutelle de la matière soumise à la RD ;
- 5° un fonctionnaire général par entité concernée par une RD ;
- 6° l'inspection des Finances et le Service Commun d'audit participent au COPIL en tant qu'observateurs ;
- 7° La Cellule RD assure le secrétariat.

§ 5 Le président établit le règlement d'ordre intérieur du COPIL dès le début de ses travaux.

Art. 28/5. § 1^{er}. Un Groupe de travail (GT) est désigné pour chaque projet de RD.

§ 2. Chaque GT est composé des membres suivants :

- 1° un président ;
- 2° des représentants des entités concernées par la RD ;
- 3° un à deux représentant(s) de la Cellule RD.

La composition des GT est approuvée par le Gouvernement, sur proposition du COPIL.

Le GT peut être complété par un ou plusieurs experts externes avec l'accord du COPIL. Les coûts de l'expertise externe éventuelle liés à la RD sont imputés à la charge des crédits de fonctionnement des RD prévus au budget.

§ 3. Ni le président, ni les membres ne peuvent exprimer leur veto en ce qui concerne les options d'amélioration qui sont retenues dans le rapport final.

§ 4. Le secrétariat de chaque GT est désigné par le président. A défaut de décision, le secrétariat est assuré conjointement par les membres appartenant aux entités participantes à la RD et la Cellule RD.

Art. 28/6. § 1^{er}. La présidence de chaque GT est confiée à une personne disposant d'une connaissance du sujet de la RD et de l'entité concernée, et dotée d'une certaine autorité. La présidence ne peut être accordée à un membre d'un cabinet ministériel, ni à une personne susceptible de se retrouver dans un conflit d'intérêt.

La présidence est désignée par le COPIL lors de la réunion de lancement commune au COPIL et aux GT ou, à défaut de consensus au sein du COPIL, par le Gouvernement.

§ 2. Le président établit le règlement d'ordre intérieur du GT dès le début de ses travaux.

§ 3. Dans le cas où le président du GT est une personne extérieure à la FWB, le Ministre du Budget peut décider de lui accorder des rétributions d'une valeur de 250 € par réunion, avec un maximum de 3.000 € par RD.

Les montants mentionnés dans le présent article sont soumis à l'indice-santé de juin 2023 (127,09) et suivent l'évolution de cet indice santé, conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. Le mois au cours duquel le rapport final est remis au COPIL est le mois de référence pour l'indexation.

Les rétributions ne peuvent être versés que si le président a assisté à au moins 80 % des réunions du GT pour lequel il a été nommé président au cours de l'année civile sur laquelle porte l'indemnité. La règle précitée ne s'applique pas si l'absence est due à un cas de force majeure ou à un empêchement légitime.

§ 4. En cas d'absence du président et à défaut d'une décision du COPIL concernant le remplacement, le secrétariat assure le rôle de présidence du GT.

Section 4. — Documents finaux

Art. 28/7. Le cahier des charges décrit le champ d'application concret et les objectifs de la RD à effectuer.

Le cahier des charges contient au moins les éléments suivants :

- 1° le champ d'application ;
- 2° la raison de la RD ;
- 3° l'objectif de la RD ;
- 4° les questions de recherches spécifiques ;
- 5° l'indication sur les options politiques à développer ;
- 6° un tableau budgétaire concernant la thématique de la RD.

Les cahiers des charges sont inclus par le Ministre du budget dans les documents budgétaires qui sont soumis au Parlement lors de l'introduction du budget initial de l'année suivante.

Art. 28/8. Rapport final

Les RD aboutissent à un rapport final. Ce rapport final contient au moins les éléments suivants :

- 1° l'introduction et le champ d'application de la RD sur la base du cahier des charges ;
- 2° la méthodologie de fonctionnement du GT ;
- 3° un aperçu des données utilisées et la manière dont le public cible et les parties prenantes ont été impliqués ;
- 4° les options d'améliorations, comprenant :
 - a) une description de chaque option de réforme ;
 - b) une description des impacts prévus (budgétaires et autres) pour chaque option ;
 - c) un projet de plan de mise en œuvre pour chaque option de réforme incluant notamment les actions à entreprendre, les instances impliquées dans l'implémentation, une estimation de la durée et les phases d'implémentation, une appréciation de la faisabilité de la mise en œuvre des options de réforme, dont le coût unique de la mise en œuvre, les risques, les conditions de base, les effets d'entraînement ;
- 5° une conclusion et les leçons tirées des problèmes/obstacles rencontrés et des points de progression/amélioration pour les futures RD.

§ 2 La Cellule RD prépare un document de synthèse du rapport final.

Section 5. — Préparation et sélection des sujets de RD

Art. 28/9. § 1 Dans le cadre de la circulaire budgétaire encadrant l'élaboration des budgets initiaux, le Gouvernement sollicite les entités et invite l'Inspection des finances à faire des propositions de sujets de RD et détermine une date d'échéance pour soumettre ces propositions à la Cellule RD. Le Gouvernement peut aussi inviter d'autres instances à soumettre des propositions.

Dans ce même cadre, le Gouvernement fixe les balises permettant d'établir les propositions de RD et les éventuelles modalités d'introduction des propositions.

Chaque proposition de RD comprend au moins un intitulé du sujet, une courte description de son objet, sa raison, l'information budgétaire pertinente et la proposition de composition du GT.

§ 2 La Cellule RD opère une vérification de la conformité des propositions sur la base des critères de recevabilité tels qu'ils sont mentionnés dans la Circulaire. Si nécessaire, elle contacte dans les meilleurs délais les entités ainsi que les membres du COPIL, y inclus les membres à titre d'observateur, en vue de clarifier les propositions et de s'assurer que la proposition contient toute l'information pertinente.

Les propositions font l'objet d'un avis du Comité de Direction du ministère de la Communauté française (CODIR).

§ 3. Après l'avis du CODIR, le président du CODIR transmet les propositions au Ministre-Président et au Ministre du Budget. Sur proposition conjointe de ceux-ci, le Gouvernement sélectionne les projets de RD.

§ 4. Les projets de RD approuvés par le Gouvernement sont communiqués au Président du CODIR et à la Cellule RD afin que celle-ci établisse, en concertation avec les entités, les projets de cahiers des charges définitifs. Ceux-ci sont ensuite soumis par la Cellule RD au Ministre-Président et au Ministre du Budget afin d'être approuvés par le Gouvernement au plus tard au moment où le Gouvernement approuve le budget initial de l'année suivante, et communiqués au Parlement conformément à l'article 47/1 du décret du 20 décembre 2011.

Section 6. — Déroulement et suivi des RD

Art. 28/10. § 1. Dans les meilleurs délais après l'approbation définitive des cahiers des charges, le président du COPIL convoque les membres du COPIL et les membres des GT pour la réunion de lancement des RD.

§ 2. Sur la base du mandat défini dans les cahiers des charges, si nécessaire explicités par les membres du COPIL, et selon les échéances déterminées par le COPIL lors de la réunion de lancement, les GT préparent un rapport intermédiaire, au plus tard avant les congés de printemps. Ce rapport contient au minimum :

- 1° la méthodologie de fonctionnement du GT concerné ;
- 2° une description approfondie du sujet de RD ;
- 3° les premières pistes d'options d'amélioration envisagées et leurs impacts ;
- 4° un aperçu des données disponibles et des données manquantes et les éventuels problèmes rencontrés.

Ce rapport intermédiaire est discuté lors d'une réunion intermédiaire entre le COPIL et les GT.

Tenant compte des instructions éventuelles du COPIL, les GT rédigent le rapport final visé à l'article 28/8.

Ce rapport final est discuté dans une réunion de clôture entre le COPIL et les GT, au plus tard en juillet.

Le cas échéant, tenant compte des instructions du COPIL, les GT complètent ou modifient le rapport final.

Celui-ci est à nouveau soumis au COPIL pour accord.

Au plus tard le 10 septembre de chaque année, la Cellule RD transmet les rapports finaux des GT ainsi que la synthèse des rapports finaux au Ministre-Président, au Ministre du Budget et au Ministre de tutelle de la matière soumise à la RD. Le Gouvernement décide de la suite à apporter aux options d'amélioration et communique sa décision au Parlement. Cette décision ainsi que la synthèse du rapport final sont intégrées dans les documents budgétaires pour le budget initial de l'année prochaine.

En application de cette décision, les entités concernées élaborent en concertation avec leur(s) Ministre(s) de tutelle et avec le soutien de la Cellule RD des plans d'implémentations détaillées.

La Cellule RD fait un suivi systématique des décisions relatives aux RD sur base des plans d'implémentations et en collaboration avec les entités concernées, afin de rendre compte de leur mise en œuvre au Ministre du Budget, au Ministre-Président, aux Ministres de tutelle concernés et au président du COPIL, et en vue de la communication au Parlement de l'état d'avancement prévu à l'article 47/1, alinéa 3 du décret du 20 décembre 2011.

Art. 28/11. Le Ministre du Budget peut décider de procéder à une évaluation ex post d'une RD par des experts externes. L'évaluation ex post ne couvre que le processus des RD. ».

Art. 9. Dans l'article 33 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le 3° est abrogé ;
- b) au 5° les mots « ou le lancement d'appels à projet » sont ajoutés entre les mots « les subventions facultatives » et les mots « de plus de 25.000 euros ».

Le même 5° est complété comme suit : « Pour les subventions qui couvrent une période de plus de 12 mois consécutifs, le seuil de 25.000 euros s'applique au montant de la subvention moyenne par année comptable de l'entité subventionnée bénéficiant de la subvention ; » ;

- c) le 6° est remplacé par ce qui suit : « 6° qui concernent les marchés publics de services ou de fournitures lorsque leur montant estimé est supérieur ou égal à 250.000 euros hors T.V.A. ou les marchés publics de travaux lorsque leur montant estimé est supérieur ou égal à 750.000 euros hors T.V.A.. Pour les marchés publics qui atteignent ce seuil, la demande d'accord porte sur :
 - 1° les motifs relatifs au lancement du marché public, le choix du mode de passation et les documents du marché en projet ;
 - 2° la proposition de décision motivée de sélection, le cas échéant ;
 - 3° la proposition de décision motivée d'attribution sur la base du dossier d'attribution complet. » ;
- d) le 7° et le 8° sont abrogés ;

- 2° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « 2°, et 5° à 8° » sont remplacés par les mots « 2°, 5° et 6° » ;
- 3° au § 1^{er}, deux derniers alinéas sont ajoutés comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5°, le Ministre du Budget peut, dans son accord sur une décision de lancement d'un appel à projet, dispenser de son accord la décision d'octroi des subventions allouées au terme du même appel à projet.
Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 6°, le Ministre du budget peut, dans son accord sur le lancement d'un marché public, dispenser de son accord l'attribution du même marché public. » ;
- 4° au § 2, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « à compter du lendemain de la réception d'un dossier complet ».

Art. 10. A l'article 42 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le 5° est abrogé ;
- 2° il est introduit un 6° rédigé comme suit : « 6° le lancement d'appels à projets ».

Art. 11. Dans l'article 43 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
- a) le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° des dépenses de personnel, pour autant qu'il s'agisse de l'application du statut pécuniaire et administratif, sans préjudice de l'article 43/1. ».
- b) le 3° est complété comme suit : « Pour les marchés publics qui atteignent ce seuil, un avis préalable est demandé à l'Inspecteur des finances sur :
- 1° les motifs relatifs au lancement du marché public, le choix du mode de passation et les documents du marché en projet ;
- 2° la proposition de décision motivée de sélection, le cas échéant ;
- 3° la proposition de décision motivée d'attribution sur la base du dossier d'attribution complet ».
- c) au 4°, les mots « et des appels à projets » sont insérés après « des subventions ».
- d) il est inséré un 6° rédigé comme suit : « 6° les dépenses visées à l'article 7, 6°, du présent arrêté, pour autant que le montant cumulé des engagements budgétaires soit inférieur à 31.000 euros hors T.V.A » ;
- 2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « De commun accord entre le ministre intéressé et le Ministre du Budget, les montants prévus aux alinéas 1^{er} et 2 peuvent être adaptés. Dans ce cas, une proposition de protocole d'accord est rédigée qui détermine de façon détaillée :
- 1° les objectifs poursuivis ;
- 2° la nature des dépenses concernées ;
- 3° les AB et/ou programmes et/ou divisions organiques du budget dont elles font partie ;
- 4° les nouveaux seuils de contrôle à partir desquels l'avis de l'Inspection des Finances est requis ;
- 5° les modalités alternatives de maîtrise des risques à mettre en place ;
- 6° les mesures d'accompagnement et de surveillance ;
- 7° la période de validité du protocole, qui en tout cas doit porter sur une durée déterminée.
- Le protocole est signé par le ministre fonctionnellement compétent, le Ministre du Budget et l'Inspecteur des finances. Le Fonctionnaire dirigeant de l'Administration, de la Direction ou du Service visé est également signataire. Le protocole ne peut entrer en vigueur qu'après sa communication au Gouvernement et à la Cour des comptes.

Le protocole peut à tout moment être résilié par une des parties signataires. » ;

- 3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :
- « Les Inspecteurs des Finances conservent leur compétence consultative en ce qui concerne la consommation générale des crédits relatifs aux dépenses visées aux alinéa 1^{er} et 2^{ième}. Les Inspecteurs des finances peuvent demander la communication de listes de dépenses inférieures aux seuils visés aux alinéa 1^{er} et 2^{ième} en vue de procéder à un éventuel contrôle à posteriori par échantillonnage. Ceci vaut également pour les dépenses visées à l'alinéa 3^{ième}. ».

Art. 12. Dans le même arrêté, il est inséré un article 43/1 rédigé comme suit :

« Article 43/1. - Sont soumis pour avis préalable aux Inspecteurs des finances :

- 1° les plans de personnel et d'action ;
- 2° l'entrée en service de membres du personnel statutaires et contractuels. La soumission individuelle des recrutements statutaires peut, sous réserve de l'approbation de l'Inspecteur des finances compétent, être remplacée par une liste nominative en exécution d'un plan d'action ;
- 3° Autres dépenses de personnel, pour autant qu'elles ne soient pas totalement réglementées.

Ces éléments peuvent faire l'objet d'un protocole visé à l'article 43, alinéa 2. ».

CHAPITRE 3. — Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 2022 portant diverses mesures d'exécution relatives au budget, à la comptabilité, aux contrôles et audits des organismes administratifs publics de type 1 et de type 2.

Art. 13. À l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 2022 portant diverses mesures d'exécution relatives au budget, à la comptabilité, aux contrôles et audits des organismes administratifs publics de type 1 et de type 2 sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le 2° est remplacé par la disposition suivante : « 2° « décret gouvernance » : le décret du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française ; » ;
- 2° au 4°, a), le mot « recettes » est remplacé par le mot « droits ».

3° au 8°, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le a) est remplacé par la disposition suivante : « a) les commissaires aux comptes visés au Chapitre II du Titre VI du décret gouvernance ; » ;
- b) le b) est remplacé par la disposition suivante : « b) les commissaires du gouvernement visés au Chapitre II du Titre VI du décret gouvernance ; » ;
- c) le g) est remplacé par la disposition suivante : « g) les cellules d'audit interne visées à la section 2 du chapitre 1^{er} du titre VI du décret gouvernance ; » ;

4° le 8° est complété par un h) rédigé comme suit : « h) les commissaires aux comptes visés au décret-cadre ; ».

Art. 14. A l'article 24 du même arrêté sont insérés, après l'alinéa 2, les alinéas suivants :

« Le ministre fonctionnel ou l'organe de gestion peut désigner un suppléant pour exercer tout ou partie de ses fonctions d'ordonnateur en cas d'absence ou d'empêchement des agents ou membres du personnel désignés en vertu de l'alinéa 2.

Les délégations de tout ou partie des fonctions d'ordonnateur visées aux alinéas 2 et 3 peuvent faire l'objet d'un seul acte. ».

Art. 15. A l'article 27, 1°, du même arrêté, le mot « répartition » est remplacé par le mot « redistributions ».

Art. 16. A l'article 39, § 2, du même arrêté, les mots « visé à l'article 37 du décret-transparence » sont remplacés par les mots « visé à l'article 42 du décret gouvernance ».

Art. 17. A l'article 41, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « aux articles 48 et 49 du décret-transparence » sont remplacés par les mots « aux articles 53 et 54 du décret gouvernance ».

CHAPITRE 4. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 2023 relatif à la création d'une Cellule revue des dépenses au sein de la Direction générale du budget et des finances du ministère de la Communauté française.*

Art. 18. À l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 2023 relatif à la création d'une Cellule revue des dépenses au sein de la Direction générale du budget et des finances du ministère de la Communauté française, la première phrase est complétée par les mots : « visée à l'article 47/1 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française. ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement.*

Art. 19. À l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le 3°, a), est remplacé par ce qui suit : « a) l'octroi de subventions, sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire, ou le lancement d'appels à projets dont le montant est inférieur à 250.000 EUR ; » ;
- 2° le 3°, b), est remplacé par ce qui suit : « b) le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, des marchés qui sont inférieurs aux seuils prévus à l'article 15 ; ».

CHAPITRE 6. — *Disposition appliquant l'article 79 du décret du 20 décembre 2011.*

Art. 20. Le Gouvernement confie les missions de l'article 79 du décret du 20 décembre 2011 à la Direction générale du budget et des finances du ministère de la Communauté française (DGBF).

Art. 21. § 1^{er}. Pour la réalisation de la mission reprise à l'article 79 § 1^{er}, 8°, il est institué un « comité de pilotage SAP » composé des membres suivants :

- a) la direction générale du budget et des finances (DGBF), qui préside et assure le secrétariat ;
- b) l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication (l'ETNIC) ;
- c) les Organismes Administratifs Publics de type 1 et 2 concernés par un point de l'ordre du jour.

La réunion du comité de pilotage peut être sollicitée d'initiative par un de ses membres et les décisions sont prises par consensus. En cas de désaccord, le Ministre du Budget est saisi par la DGBF et statue en dernier ressort.

§ 2. Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} mars 2019 portant exécution du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication (ETNIC), les demandes des organismes visés à l'article 3 § 1^{er}, 1° et 2°, du décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics agissant comme bénéficiaires visés à l'article 1, 2°, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication (ETNIC) sont soumises par l'ETNIC à la DGBF si ces demandes concernent des modifications, adaptations, innovations ou autres demandes relatives aux applications budgétaires et/ou comptables.

Ces demandes sont appréciées par la DGBF en fonction de leur degré de nécessité, de pertinence, de leur intérêt aux bénéficiaires de tous les utilisateurs et de leur cohérence avec le cadre budgétaire et comptable des Services du Gouvernement.

La DGBF peut accepter les propositions sans réserve, proposer une adaptation ou les refuser. Dans ces deux derniers cas et si l'OAAP concerné maintient sa demande, celle-ci est discutée en comité de pilotage SAP.

§ 3. Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur du comité de pilotage SAP.

CHAPITRE 7. — *Dispositions relatives au personnel.*

Art. 22. A l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 fixant l'attribution d'allocations aux comptables spéciaux, aux membres du personnel de l'Agence de la Dette et aux membres du personnel de la Direction générale du Budget et des Finances du Ministère de la Communauté française, il est inséré un tiret rédigé comme suit entre le 1^{er} et le 2^{ème} tiret :

« - au Receveur centralisateur ; ».

CHAPITRE 8. — *Dispositions relatives au Fonds Ecureuil.*

Art. 23. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et les intérêts qu'elles génèrent » sont supprimés.
- 2° à l'alinéa 2, les mots « 1° » et « 2° des intérêts générés par l'avance, par imputation de leur montant sur la division organique du budget général des dépenses dédiée aux charges de la dette » sont supprimés.

Art. 24. L'article 4 du même arrêté est supprimé.

CHAPITRE 9. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 25. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 février 2006 portant création d'une Cellule d'informations financières est abrogé.

Art. 26. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 2021 désignant le service mentionné à l'article 39 du décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics est abrogé.

Art. 27. Les articles 11, 26 et 27 produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2024.

Art. 28. Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur des articles 29 et 30 du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Egalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/007139]

**16 MEI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
tot toepassing en wijzigingen van begrotings- en boekhoudkundige bepalingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, artikelen 2, 26°, 47/1 en 79;

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen, zoals laatst gewijzigd door het decreet van 23 november 2023 ter versterking van de efficiëntie en de kwaliteit van de financiën en de begroting;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 februari 2006 houdende oprichting van een Cel Financiële Informatie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot bepaling van de gevallen waarin het « Fonds Ecureuil » geldvoorschotten kan toekennen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 2017 tot bepaling van de toekenning van toelagen aan de bijzondere rekenplichtigen, aan de personeelsleden van het Agentschap van de Schuld en aan de personeelsleden van de Algemene Directie Begroting en Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juni 2021 tot aanwijzing van de dienst bedoeld in artikel 39 van het decreet van 4 februari 2021 houdende de organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 2022 houdende diverse uitvoeringsmaatregelen met betrekking tot de begroting, de boekhouding, de controles en de audits van de openbare bestuursinstellingen van type 1 en type 2;

Gelet op het besluit van de Regering van 12 januari 2023 betreffende de oprichting van een Cel uitgavenherziening binnen de Algemene Directie Begroting en Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de "gendertest" uitgevoerd op 31 januari 2024 met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 april 2023 en 10 januari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 februari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 8 februari 2024;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 601 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 7 maart 2024;

Gelet op het advies van het Directiecomité, gegeven op 26 februari 2024;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 5 maart 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.807/2.;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 5 maart 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding*

Artikel 1. In artikel 6, § 4, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding, worden de woorden "aan de secretaris-generaal, de administrateur-generaal en de directeur-generaal" vervangen door de woorden "aan de ambtenaren-generaal en de directeurs".

Art. 2. Het artikel 26, § 2, tweede lid, 5°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling: "5° de subsidies waarvan de toekenning niet door organieke bepalingen wordt geregeld: op de datum waarop ze verschuldigd zijn overeenkomstig de bepalingen betreffende de betalingsprocedures in het toekenningsbesluit."

Art. 3. In artikel 41, 1°, van hetzelfde besluit wordt 1° vervangen door wat volgt: "1° de hulp in te roepen van de Algemene Administratie Inning en Invordering van de FOD Financiën met toepassing van de wet van 18 december 1986 houdende bevoegdverklaring van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen tot het uitvoeren van bepaalde vermogensrechtelijke verrichtingen voor rekening van de Franse Gemeenschap en de instellingen die onder haar bevoegdheid vallen;"

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole*

Art. 4. In artikel 6, § 1, 2°, c), van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole, worden de woorden " of gelijk zijn aan" geschrapt.

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een nieuw 6° ingevoegd, luidend als volgt: "6° de vereffening van de uitgaven, andere dan subsidies en individueel genomen, minder dan 8.500 euro exclusief btw bedraagt en betrekking heeft op uitgaven die verschuldigd zijn tijdens het begrotingsjaar van het visum";

2° een laatst lid wordt toegevoegd als volgt: "Een globale verbintenis is verplicht voor subsidies die voortvloeien uit dezelfde oproep tot project."

Art. 6. In artikel 8, § 2, 1°, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "en de kennisgeving bedoeld in het laatste lid van artikel 16, § 1" worden ingevoegd tussen de woorden "uitgaven" en "in voorkomend geval";

2° 2° en 3° worden opgeheven.

Art. 7. In artikel 16, § 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "De eenheid voor de controle op de vereffeningen stelt de verantwoordelijke overheid die hiërarchisch hoger is dan de ordonnateur die de vereffening heeft gevraagd, in kennis van het ontbreken van voorafgaande vastlegging, vermeld in het eerste lid, 1°. Zij stelt jaarlijks een verslag op over deze tekortkomingen en zendt dit toe aan de minister van begroting. De verantwoordelijke overheid die hiërarchisch hoger is dan de ordonnateur die de vereffening heeft gevraagd, stelt corrigerende maatregelen op over de interne controle en deelt deze mee op aanvraag van de Minister van Begroting."

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk 3/1 bestaande uit artikelen 28/1 tot en met 28/11 ingevoegd, luidend als volgt:

"Hoofdstuk 3/1. - Uitgavenherzieningen

Afdeling 1. — Algemene bepalingen en definities

Art. 28/1. De uitgavenherzieningen zijn herzieningen zoals bepaald in artikel 2, 26°, van het decreet van 20 december 2011 en artikel 50/1 van het decreet van 4 februari 2021.

In de artikelen 28/2 tot 28/11 wordt met "entiteiten" bedoeld de Diensten van de Regering, de Administratieve Diensten met een autonome boekhouding en de Openbare Bestuursinstellingen van type 1 en 2, d.w.z. alle entiteiten die vallen onder het toepassingsgebied van artikelen 47/1 en 70, laatst lid, van het decreet van 20 december 2011 en artikel 50/1 van het decreet van 4 februari 2021.

In artikelen 28/2 tot 28/11 wordt verstaan onder "Cel uitgavenherziening" de in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 2023 betreffende de oprichting van een Cel uitgavenherziening binnen de Algemene Directie Begroting en Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap bedoelde Cel.

In artikelen 28/2 tot 28/11 wordt onder "bestek" verstaan: het door de Regering goedgekeurde document waarin de specifieke reikwijdte en de doelstellingen van de uit te voeren uitgavenherziening worden beschreven.

In artikelen 28/2 tot 28/11 verwijst "WG" naar de werkgroep(en) die verantwoordelijk is (zijn) voor het uitvoeren van analyses en het formuleren van opties voor verbetering in overeenstemming met de uitgavenherzieningsdoelstellingen die in het bestek zijn beschreven, en voor het opstellen van een tussentijds en eindverslag over de uitgavenherziening.

Afdeling 2. — Beginselen

Art. 28/2. De volgende beginselen worden toegepast bij het maken van een uitgavenherziening:

- 1° de uitgavenherzieningen worden, op enkele uitzonderingen na, uitgevoerd over een periode van maximaal 11 maanden, in lijn met de begrotingscyclus, om de Regering en het Parlement te voorzien van relevante informatie voor het opstellen van de begroting;
- 2° werken in het kader van de uitgavenherzieningen worden onafhankelijk uitgevoerd op entiteitsniveau in overeenstemming met het bestek;
- 3° een voortdurende ontwikkeling van expertise is ingesteld om uitgavenherzieningen uit te voeren;
- 4° de leden van de Regering en de leidende ambtenaren zien erop toe dat de diensten die onder hun bevoegdheid vallen constructief meewerken aan de uitgavenherzieningen en de WG toegang verlenen tot de informatie en gegevens die nodig zijn voor de uitgavenherzieningen;
- 5° de werken rond de uitgavenherzieningen worden uitgevoerd met inachtneming van de vertrouwelijkheidsregels. Vertrouwelijke informatie die door een van de bij het uitgavenherziening-proces betrokken instanties wordt doorgegeven, mag niet worden gedeeld met personen of diensten buiten de uitgavenherzieningen of worden opgenomen in het tussentijds of eindverslag van die uitgavenherziening, tenzij de persoon die de informatie heeft gedeeld daarmee instemt.

Afdeling 3. — Instanties

Art. 28/3. De Cel uitgavenherziening heeft als opdracht het uitgavenherzieningen-systeem operationeel te maken en te optimaliseren in nauwe samenwerking met de entiteiten en de Regering in het kader van dit besluit.

Art. 28/4. § 1. Een Sturingscomité (hierna "COFIL" genoemd) wordt permanent opgericht voor alle uitgavenherzieningen. Op basis van de inhoud van de door de Regering goedgekeurde bestekken bestaan de opdrachten van het COFIL uit:

- 1° het superviseren van het werk van de WG naarmate de analyses vorderen;
- 2° het waarborgen van de kwaliteit van de door de WG gebruikte methodologie;
- 3° het controleren van de naleving van de bestekken en de geplande tijdschema's controleren.

§ 2 De controleopdracht van het COFIL wordt uitgeoefend zonder zich uit te spreken over de geschiktheid van de keuzes die binnen de WG worden gemaakt, op voorwaarde dat deze overeenstemmen met de bestekken.

Het COFIL fungeert ook als beroepsinstantie in geval van moeilijkheden bij het uitvoeren van analyses door de WG.

§ 3 Het Sturingscomité is samengesteld uit de volgende leden:

- 1° de Secretaris-Generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, die het voorzigt;
- 2° een ambtenaar-generaal van de Algemene Directie Begroting en Financiën;
- 3° de Directeur-Generaal van de Algemene Directie Coördinatie en Ondersteuning (DGCA) van het Secretariaat-Generaal, in zijn hoedanigheid van verantwoordelijke van de Pool Onderzoek;
- 4° de vertegenwoordigers van de Minister-President, de Minister van Begroting, elke Vicepresident van de Regering en, in voorkomend geval, het Kabinet van de Toezichthoudende Ministers bevoegd voor het domein dat onderworpen is aan de uitgavenherziening;
- 5° een ambtenaar-generaal per entiteit waarop een uitgavenherziening betrekking heeft;
- 6° de Inspectie van Financiën en de Gemeenschappelijke Auditdienst nemen als waarnemers deel aan het COFIL;
- 7° de Cel uitgavenherziening neemt het secretariaat waar.

§ 5 De voorzitter stelt bij het begin van zijn werkzaamheden het huishoudelijk reglement van het COFIL op.

Art. 28/5. § 1. Een Werkgroep (WG) wordt aangesteld voor elk project van uitgavenherziening.

§ 2. Elke WG is samengesteld uit de volgende leden:

- 1° een voorzitter;
- 2° vertegenwoordigers van de entiteiten die betrokken zijn bij de uitgavenherziening;
- 3° één of twee vertegenwoordiger(s) van de Cel uitgavenherziening.

De samenstelling van de WG wordt goedgekeurd door de Regering, op voorstel van het COFIL.

De WG kan met instemming van het COFIL worden aangevuld met een of meer externe deskundigen. De kosten van eventuele externe expertise in verband met de uitgavenherziening komen ten laste van de in de begroting opgenomen werkingskredieten voor de uitgavenherzieningen.

§ 3. Noch de voorzitter, noch de leden kunnen een veto uitspreken over de opties voor verbetering die in het eindverslag zijn opgenomen.

§ 4. Het secretariaat van elke WG wordt aangewezen door de voorzitter. Bij ontstentenis van een beslissing wordt het secretariaat gezamenlijk gevoerd door de leden die behoren tot de aan de uitgavenherziening deelnemende entiteiten en de Cel uitgavenherziening.

Art. 28/6. § 1. Het voorzitterschap van elke WG wordt toevertrouwd aan een persoon met kennis van het voorwerp van de uitgavenherziening en van de betrokken entiteit, en met een zekere autoriteit. Het voorzitterschap mag niet worden toevertrouwd aan een lid van een ministerieel kabinet, noch aan een persoon die zich in een belangenconflict zou kunnen bevinden.

De voorzitter wordt benoemd door het COFIL tijdens de gezamenlijke startvergadering van het COFIL en de WG of, als er geen consensus is binnen het COFIL, door de Regering.

§ 2. De voorzitter stelt het huishoudelijk reglement van de WG op bij het begin van de werkzaamheden.

§ 3. Indien de voorzitter van de WG een persoon is van buiten de FWB, kan de Minister van Begroting beslissen hem een vergoeding toe te kennen ter waarde van € 250 per vergadering, met een maximum van € 3.000 per uitgavenherziening.

De in dit artikel vermelde bedragen zijn onderworpen aan de gezondheidsindex van juni 2023 (127,09) en volgen de evolutie van deze gezondheidsindex, overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen. De maand waarin het eindverslag wordt ingediend bij het COFIL is de referentiemaand voor de indexering.

De vergoedingen mogen alleen worden betaald als de voorzitter ten minste 80% van de vergaderingen van het WG heeft bijgewoond waarvoor hij tot voorzitter is benoemd tijdens het kalenderjaar waarop de vergoeding betrekking heeft. De bovengenoemde regel is niet van toepassing als de afwezigheid te wijten is aan overmacht of een gewettigde verhindering.

§ 4 Bij afwezigheid van de voorzitter en bij ontstentenis van een beslissing van het COPIL over een vervanger, zit het secretariaat de WG voor.

Afdeling 4. — Einddocumenten

Art. 28/7. Het bestek beschrijft de specifieke reikwijdte en de doelstellingen van de uit te voeren uitgavenherziening.

Het bestek bevat ten minste de volgende informatie:

- 1° het toepassingsgebied;
- 2° de reden van de uitgavenherziening;
- 3° de doelstelling van de uitgavenherziening;
- 4° de specifieke onderzoeksvragen;
- 5° een indicatie over de te ontwikkelen beleidsopties;
- 6° een begrotingstabel over het thema van de uitgavenherziening.

De bestekken worden door de Minister van Begroting opgenomen in de begrotingsdocumenten die bij de indiening van de initiële begroting voor het volgende jaar bij het Parlement worden ingediend.

Art. 28/8. Eindverslag

De uitgavenherzieningen leiden tot een eindverslag. Dit eindverslag bevat ten minste de volgende elementen:

- 1° de inleiding en het toepassingsgebied van de uitgavenherziening op basis van het bestek;
- 2° de methodologie van de WG;
- 3° een overzicht van de gebruikte gegevens en hoe het doelpubliek en de stakeholders werden betrokken;
- 4° opties voor verbeteringen, met inbegrip van:
 - a) een beschrijving van elke hervormingsoptie;
 - b) een beschrijving van de verwachte (begrotings- en andere) gevolgen voor elke optie;
 - c) een ontwerp van uitvoeringsplan voor elke hervormingsoptie, waarin met name de te ondernemen acties, de bij de uitvoering betrokken instanties, een raming van de duur en de fasen van de uitvoering, een beoordeling van de haalbaarheid van de uitvoering van de hervormingsopties, met inbegrip van de eenmalige kosten van de uitvoering, de risico's, de basisvoorwaarden en de domino-effecten worden vermeld;
- 5° een conclusie en de lessen die kunnen worden getrokken uit de ondervonden problemen/obstakels en de punten voor vooruitgang/verbetering voor toekomstige uitgavenherzieningen.

§ 2 De Cel uitgavenherziening stelt een samenvattend document op van het eindverslag.

Afdeling 5. — Voorbereiding en selectie van de onderwerpen van de uitgavenherzieningen

Art. 28/9. § 1 In het kader van de begrotingsomzendbrief voor de opmaak van de initiële begrotingen verzoekt de Regering de entiteiten en nodigt ze de Inspectie van Financiën uit om voorstellen te doen voor uitgavenherziening- en onderwerpen en legt ze een termijn vast voor het indienen van die voorstellen bij de Cel uitgavenherziening. De Regering kan ook andere instanties uitnodigen om voorstellen in te dienen.

Binnen datzelfde kader bepaalt de Regering de richtlijnen voor het opstellen van de voorstellen voor uitgavenherzieningen en de eventuele procedures voor het indienen van de voorstellen.

Elk voorstel voor een uitgavenherziening bevat minstens een titel voor het onderwerp, een korte beschrijving van de inhoud, de reden, de relevante budgettaire informatie en de voorgestelde samenstelling van de WG.

§ 2 De Cel uitgavenherziening controleert de conformiteit van de voorstellen op basis van de ontvankelijkheids-criteria die in de Omzendbrief worden vermeld. Indien nodig neemt de Cel zo snel mogelijk contact op met de entiteiten en de leden van het COPIL, met inbegrip van de waarnemende leden, om de voorstellen te verduidelijken en zich ervan te vergewissen dat het voorstel alle relevante informatie bevat.

De voorstellen worden onderworpen aan een advies van het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap (CODIR).

§ 3 Na het advies van het CODIR stuurt de voorzitter van het CODIR de voorstellen door naar de Minister-President en de Minister van Begroting. Op hun gezamenlijke voorstel selecteert de Regering de uitgavenherziening-projecten.

§ 4. De door de Regering goedgekeurde ontwerpen van uitgavenherzieningen worden meegedeeld aan de Voorzitter van het CODIR en aan de Cel uitgavenherziening zodat die in overleg met de entiteiten het definitieve ontwerp van bestek kan opstellen. Deze worden vervolgens door de Cel uitgavenherziening doorgestuurd aan de Minister-President en de Minister van Begroting zodat ze kunnen worden goedgekeurd door de Regering ten laatste op het ogenblik dat de Regering de initiële begroting voor het volgende jaar goedkeurt, en meegedeeld aan het Parlement overeenkomstig artikel 47/1 van het decreet van 20 december 2011.

Afdeling 6. — Uitvoeren en opvolging van de uitgavenherzieningen

Art. 28/10. § 1. Zo snel mogelijk na de definitieve goedkeuring van het bestek roept de COPIL-voorzitter de COPIL-leden en de WG-leden samen voor de startvergadering van de uitgavenherziening.

§ 2. Op basis van de opdracht die wordt gedefinieerd in het bestek, indien nodig verduidelijkt door de leden van het COPIL, en volgens de termijnen bepaald door het COPIL op de startvergadering, stellen de WG een tussentijds verslag op, ten laatste voor de voorjaarsvakantie. Dit verslag bevat minstens:

- 1° de werkmethode van de betrokken WG;
- 2° een grondige beschrijving van het onderwerp van de uitgavenherziening;
- 3° de eerste beoogde verbeteringsopties en hun impact;
- 4° een overzicht van de beschikbare en de ontbrekende gegevens en eventuele problemen.

Dit tussentijds verslag wordt besproken op een tussentijdse vergadering tussen het COPIL en de WG.

Rekening houdend met eventuele instructies van het COPIL stellen de WG het in artikel 28/8 bedoelde eindverslag op.

Dit eindverslag wordt besproken op een slotvergadering tussen het COPIL en de WG, uiterlijk in juli.

Indien nodig vervolledigen of wijzigen de WG het eindverslag, rekening houdend met de instructies van het COPIL.

Het eindverslag wordt opnieuw ter goedkeuring aan het COPIL voorgelegd.

Ten laatste op 10 september van elk jaar stuurt de Cel uitgavenherziening de eindverslagen van de werkgroepen en de samenvatting van de eindverslagen naar de Minister-President, de Minister van Begroting en de Toezichthoudende Minister van het onderwerp dat aan de uitgavenherziening is voorgelegd. De Regering beslist over het gevolg dat aan de verbeteropties moet worden gegeven en deelt haar beslissing mee aan het Parlement. Deze beslissing en de samenvatting van het eindverslag worden opgenomen in de begrotingsdocumenten voor de initiële begroting van het volgende jaar.

Ter uitvoering van deze beslissing stellen de betrokken entiteiten gedetailleerde uitvoeringsplannen op in overleg met hun Toezichthoudende Minister(s) en met de steun van de Cel uitgavenherziening.

De Cel uitgavenherziening volgt de beslissingen rond de uitgavenherzieningen systematisch op aan de hand van de uitvoeringsplannen en in samenwerking met de betrokken entiteiten, om over de uitvoering ervan verslag uit te brengen aan de Minister van Begroting, de Minister-President, de betrokken Toezichthoudende Ministers en de voorzitter van het COPIL, en om aan het Parlement verslag uit te brengen over de stand van zaken, zoals bedoeld in artikel 47/1, derde lid, van het decreet van 20 december 2011.

Art. 28/11. De Minister van Begroting kan beslissen om een evaluatie achteraf van een uitgavenherziening door externe deskundigen uit te voeren. De evaluatie achteraf heeft alleen betrekking op het proces van de uitgavenherzieningen.”.

Art. 9. In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 3° is opgeheven;

b) in 5° worden de woorden “of de lancering van oproepen tot project” toegevoegd tussen de woorden “facultatieve subsidies” en de woorden “van meer dan 25.000 euro”.

Hetzelfde 5° wordt als volgt aangevuld: “Voor subsidies die een periode van meer dan 12 opeenvolgende maanden bestrijken, geldt de drempel van 25.000 euro voor het bedrag van de gemiddelde subsidie per boekjaar van de gesubsidieerde entiteit die de subsidie ontvangt;”;

c) 6° wordt vervangen door wat volgt: “6° die betrekking hebben op overheidsopdrachten voor diensten of leveringen waarvan de geraamde waarde hoger is dan of gelijk is aan 250.000 euro exclusief btw, of overheidsopdrachten voor werken waarvan de geraamde waarde hoger is dan of gelijk is aan 750.000 euro exclusief btw. Voor overheidsopdrachten die deze drempel bereiken, heeft het verzoek om toestemming betrekking op:

1° de redenen voor de lancering van de overheidsopdracht, de keuze van de gunningsmethode en de documenten van de voorgenomen opdracht;

2° het voorstel voor de gemotiveerde selectiebeslissing, indien van toepassing;

3° het voorstel voor de gemotiveerde gunningsbeslissing op basis van het volledige gunningsdossier;

d) 7° en 8° worden opgeheven;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden “2° en 5° tot 8°” vervangen door de woorden “2°, 5° en 6°”;

3° in § 1 worden twee laatste leden toegevoegd, luidend als volgt: “In afwijking van het eerste lid, 5°, kan de Minister van Begroting bij zijn goedkeuring van een beslissing tot lancering van een projectoproep de beslissing tot toekenning van subsidies die aan het einde van dezelfde projectoproep worden toegekend, vrijstellen van zijn goedkeuring.

In afwijking van het eerste lid, 6°, kan de Minister van Begroting in zijn akkoord over de lancering van een overheidsopdracht de gunning van dezelfde overheidsopdracht vrijstellen van zijn goedkeuring.”;

4° in § 2 worden aan het eerste lid de woorden “vanaf de dag na ontvangst van een volledig dossier” toegevoegd”.

Art. 10. In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° 5° wordt opgeheven;

2° er wordt een nieuw 6° ingevoerd, luidend als volgt: “6° de lancering van oproepen tot projecten”.

Art. 11. In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 1° wordt vervangen door wat volgt: “1° de personeelsuitgaven, voor zover het gaat om de toepassing van het geldelijke statuut en het administratieve statuut, onverminderd artikel 43/1.”.

b) 3° wordt als volgt aangevuld: “Voor overheidsopdrachten die deze drempel bereiken, wordt vooraf advies gevraagd aan de Inspecteur van Financiën over:

1° de redenen voor de lancering van de overheidsopdracht, de keuze van de aanbestedingsmethode en de documenten van de voorgenomen opdracht;

2° het voorstel voor een gemotiveerde selectiebeslissing, indien van toepassing;

3° het voorstel voor een gemotiveerde gunningsbeslissing op basis van het volledige gunningsdossier”.

c) in 4° worden de woorden “en projectoproepen” toegevoegd na “subsidies”.

d) er wordt een 6° ingevoerd, luidend als volgt: “6° de uitgaven bedoeld in artikel 7, 6°, van dit besluit, voor zover het gecumuleerde bedrag van de begrotingsverplichtingen lager is dan 31.000 euro exclusief btw”;

2° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt: "In onderling overleg tussen de betrokken minister en de Minister van Begroting kunnen de in de eerste en tweede leden bedoelde bedragen worden aangepast. In dat geval wordt een voorstel voor een Akkoordprotocol opgesteld waarin:

- 1° de nagestreefde doelstellingen;
- 2° de aard van de betrokken uitgaven;
- 3° de BA's en/of programma's en/of organisatie-afdelingen van de begroting waartoe ze behoren;
- 4° de nieuwe controledrempels waarboven het advies van de Inspectie van Financiën vereist is;
- 5° de alternatieve risicobeheermethodes die moeten worden toegepast;
- 6° de begeleidende en toezichtsmaatregelen;
- 7° de geldigheidsduur van het protocol, die in elk geval voor een bepaalde duur moet zijn gedetailleerd worden uiteengezet.

Het protocol wordt ondertekend door de functioneel bevoegde minister, de Minister van Begroting en de Inspecteur van Financiën. De leidend ambtenaar van de betrokken Administratie, Directie of Dienst moet eveneens ondertekenen. Het protocol kan pas in werking treden nadat het is meegedeeld aan de Regering en het Rekenhof.

Het protocol kan te allen tijde door een van de ondertekenende partijen worden opgezegd.;"

3° het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

"De Inspecteurs van Financiën behouden hun raadgevende bevoegdheid ten aanzien van het algemene gebruik van de kredieten met betrekking tot de in de eerste en tweede leden bedoelde uitgaven. De Inspecteurs van Financiën kunnen lijsten opvragen van de uitgaven die onder de in de eerste en tweede leden bedoelde drempelwaarden blijven, met het oog op een eventuele steekproefsgewijze controle achteraf. Dit geldt ook voor de in het derde lid bedoelde uitgaven."

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een artikel 43/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 43/1. - Aan de Inspecteurs van Financiën worden vooraf ter advies voorgelegd:

- 1° de personeels- en actieplannen;
- 2° de indiensttreding van statutaire personeelsleden en contractuelen. De individuele indiening van statutaire aanwervingen kan, mits akkoord van de bevoegde Inspecteur van Financiën, vervangen worden door een nominatieve lijst in uitvoering van een actieplan;
- 3° andere personeelskosten, voor zover deze niet volledig gereguleerd zijn.

Deze punten kunnen het voorwerp uitmaken van een protocol bedoeld in artikel 43, tweede lid."

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 2022 houdende diverse uitvoeringsmaatregelen met betrekking tot de begroting, de boekhouding, de controles en de audits van de openbare bestuursinstellingen van type 1 en type 2*

Art. 13. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 2022 houdende diverse uitvoeringsmaatregelen met betrekking tot de begroting, de boekhouding, de controles en de audits van de openbare bestuursinstellingen van type 1 en type 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° 2° wordt vervangen door de volgende bepaling: "2° "Governance-decreet": het decreet van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;"
- 2° in 4°, a), wordt het woord "ontvangst" vervangen door het woord "rechten".
- 3° in 8° worden de volgende wijzigingen aangebracht:
 - a) a) wordt vervangen door de volgende bepaling: "a) de commissarissen voor de rekeningen bedoeld in Hoofdstuk II van Titel VI van het governance -decreet;"
 - b) b) wordt vervangen door de volgende bepaling: "b) de regeringscommissarissen bedoeld in Hoofdstuk II van Titel VI van het governance-decreet;"
 - c) g) wordt vervangen door de volgende bepaling: "g) de interne auditeenheden bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk I van titel VI van het governance-besluit;"
- 4° aan 8° wordt een h) toegevoegd, luidend als volgt: "h) de commissarissen voor de rekeningen bedoeld in het kaderdecreet;"

Art. 14. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden er, na het tweede lid, de volgende leden ingevoegd:

"De functionele minister of het bestuursorgaan kan een plaatsvervanger aanwijzen die hun functie van ordonnateur geheel of gedeeltelijk uitoefent bij afwezigheid of verhindering van de overeenkomstig het tweede lid aangewezen ambtenaren of personeelsleden.

De in de tweede en derde leden bedoelde delegaties van alle of enkele opdrachten van de ordonnateur kunnen in één enkel akte worden opgenomen."

Art. 15. In artikel 27, 1°, van hetzelfde besluit, wordt het woord “verdelingsaanvragen” vervangen door het woord “herverdelingsaanvragen”.

Art. 16. In artikel 39, § 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden “bedoeld in artikel 37 van het doorzichtigheidsdecreet” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 42 van het governance-decreet”.

Art. 17. In artikel 41, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden “in de artikelen 48 en 49 van het doorzichtigheidsdecreet” vervangen door de woorden “in de artikelen 53 en 54 van het governance-decreet”.

HOOFDSTUK 4. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 2023 betreffende de oprichting van een Cel uitgavenherziening binnen de Algemene Directie Begroting en Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap*

Art. 18. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 2023 betreffende de oprichting van een Cel uitgavenherziening binnen de Algemene Directie Begroting en Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt de eerste zin aangevuld met de woorden: “bedoeld in artikel 47/1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap”.

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 houdende regeling van de werking van de Regering*

Art. 19. In artikel 13, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 houdende regeling van haar werking worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° 3°, a), wordt vervangen door wat volgt: “a) de toekenning van subsidies over eenzelfde boekjaar en voor eenzelfde begunstigde, of de lancering van oproepen tot projecten voor een bedrag van minder dan 250.000 EUR;”;
- 2° 3°, b), wordt vervangen door wat volgt: “b) de keuze van de gunningsmethode, met inbegrip van de aankondiging van de opdracht, voor opdrachten waarvan het bedrag lager is dan de in artikel 15 bedoelde drempelwaarden;”.

HOOFDSTUK 6. — *Bepaling ter toepassing van artikel 79 van het decreet van 20 december 2011.*

Art. 20. De Regering vertrouwt de opdrachten bedoeld in artikel 79 van het decreet van 20 december 2011 toe aan de Algemene Directie Begroting en Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap (DGBF).

Art. 21. § 1. Voor de uitvoering van de opdracht vermeld in artikel 79 § 1, 8°, wordt een “SAP-sturingscomité” opgericht, bestaande uit de volgende leden:

- a) de Algemene Directie Begroting en Financiën (DGBF), die het voorzitterschap en het secretariaat waarneemt;
- b) het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën (ETNIC);
- c) de openbare bestuursinstellingen van type 1 en type 2 waarop een agendapunt betrekking heeft.

Een zitting van het sturingscomité kan worden aangevraagd op initiatief van één van de leden en de beslissingen worden bij consensus genomen. In geval van onenigheid verwijst de DGBF de zaak door naar de Minister van Begroting, die de definitieve beslissing neemt.

§ 2. In afwijking van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 maart 2019 tot uitvoering van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), worden de verzoeken van de instellingen bedoeld in artikel 3 § 1, 1° en 2°, van het decreet van 4 februari 2021 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen die optreden als begunstigten bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) door de ETNIC ingediend bij de DGBF indien deze verzoeken betrekking hebben op wijzigingen, aanpassingen, vernieuwingen of andere verzoeken met betrekking tot budgettaire en/of boekhoudkundige toepassingen.

Deze verzoeken worden door de DGBF beoordeeld op basis van hun mate van noodzakelijkheid, hun relevantie, hun voordeel voor alle gebruikers en hun consistentie met het budgettaire en boekhoudkundige kader van de Diensten van de Regering.

De DGBF kan de voorstellen zonder voorbehoud aanvaarden, een aanpassing voorstellen of ze weigeren. In de laatste twee gevallen, als de betreffende openbare bestuursinstelling haar verzoek handhaaft, wordt het besproken door de SAP-sturingscomité.

§ 3. De Regering keurt het huishoudelijk reglement van de SAP-sturingscomité goed.

HOOFDSTUK 7. — *Bepalingen betreffende het personeel.*

Art. 22. In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 2017 tot bepaling van de toekenning van toelagen aan de bijzondere rekenplichtigen, aan de personeelsleden van het Agentschap van de Schuld en aan de personeelsleden van de algemene directie begroting en financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt het volgende streepje ingevoegd tussen het eerste en het tweede streepje:

“- de centraliserende ontvanger;”.

HOOFDSTUK 8. — *Bepalingen betreffende het "Fonds Ecureuil".*

Art. 23. In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot bepaling van de gevallen waarin het "Fonds Ecureuil" geldvoorschotten kan toekennen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid worden de woorden "en de intresten die eruit voortvloeien" geschrapt.
- 2° in het tweede lid worden de woorden "1°" en "2° de interesten die uit het voorschot voortvloeien, door de aanrekening van hun bedrag op de organisatie-afdeling van de algemene uitgavenbegroting" geschrapt.

Art. 24. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

HOOFDSTUK 9. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 25. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 februari 2006 houdende oprichting van een Cel Financiële Informatie wordt opgeheven.

Art. 26. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juni 2021 tot aanwijzing van de dienst bedoeld in artikel 39 van het decreet van 4 februari 2021 houdende de organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen wordt opgeheven.

Art. 27. Artikelen 8, 23 en 24 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 28. De Regering bepaalt de inwerkingtreding van artikelen 25 en 26 van dit besluit.

Brussel, 16 mei 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,
belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/008094]

4 JUILLET 2024. — Décision du Conseil WBE déterminant l'annexe aux règlements d'ordre intérieur des établissements d'enseignement spécialisé organisés par la Communauté française en vue d'y insérer la procédure de signalement de (cyber)harcèlement

Le Conseil WBE,

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, notamment l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3 et l'article 11, § 3, 3° ;

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

Vu le Code de l'enseignement, notamment les articles 1.5.1-9 et 1.7.10-4 ;

Vu l'avis remis par les organisations syndicales siégeant au Comité de concertation centrale le 24 juin 2024 ;

Vu l'accord des Commissaires du Gouvernement donné le 4 juillet 2024 ;

Considérant que la procédure visée à l'article 1.7.10-4 du Code de l'enseignement doit être mentionnée dans le règlement d'ordre intérieur ;

Considérant que cette même procédure doit entrer en vigueur à partir de l'année scolaire 2024-2025 ;

Décide :

Article 1^{er}. La procédure de signalement interne à l'école pour la prise en charge des situations de (cyber)harcèlement dont le modèle est repris en annexe 1^{re} constitue une annexe au règlement d'ordre intérieur de chaque établissement d'enseignement spécialisé organisé par la Communauté française.

Art. 2. La présente décision entre en vigueur l'année scolaire 2024-2025.

Bruxelles, le 4 juillet 2024.

Administrateur général de Wallonie-Bruxelles Enseignement

J. NICAISE